

# La valeur démocratique de l'argent

*par Ariel Wilkis*

---

**L'argent nuit-il à la démocratie ? On a tendance à le croire, mais une étude plus fine de la manière dont il circule montre que la démocratie se fait aussi par l'argent.**

---

## Une rupture décisive et ses limites

Toute œuvre intellectuelle majeure se définit autant par ce qu'elle éclaire que par ce qu'elle laisse dans l'ombre. *The Social Meaning of Money*, de Viviana Zelizer, publié en anglais en 1994, traduit en français en 2005 et célébré par un dossier spécial de cette revue, a constitué une rupture décisive dans les sciences sociales : face à la vision économiste qui traite l'argent comme un équivalent universel, abstrait et interchangeable, elle a démontré que les personnes marquent, différencient et chargent de significations morales les différentes unités monétaires. L'argent de la pension n'est pas le même que celui du salaire ; le cadeau en espèces ne s'échange pas contre le billet gardé dans un tiroir ; les transferts d'aide sociale ne sont pas interchangeables avec l'argent du travail. L'argent, au lieu de dissoudre les liens sociaux, les exprime, les négocie, les sédimente.

*The Social Meaning of Money* analyse les limites du processus de standardisation monétaire qui s'est développé aux États-Unis entre la fin du XIXe siècle et les premières décennies du XXe siècle. La sociologie zelizerienne cherchait ainsi à mettre à l'épreuve les imaginaires théoriques des auteurs classiques. Le contexte de l'unification

monétaire aux États-Unis et de l'expansion de la société de consommation constituait pour elle un véritable laboratoire empirique permettant de montrer les limites de ces théories. Les théories de la sociologie classique supposaient que la monétisation était un processus qui conduisait inévitablement à la dépersonnalisation de la vie sociale. Karl Marx, Georg Simmel ou Max Weber — chacun à sa façon — voyaient dans l'expansion de l'argent une force dissolvante des liens particuliers, une abstraction qui effaçait la qualité des relations au profit de leur quantité.

Zelizer montre le contraire. L'unification monétaire aux États-Unis — l'adoption progressive du dollar comme monnaie nationale — n'a pas produit une monnaie indifférente et homogène. Elle a produit une monnaie constamment re-signifiée. Les acteurs la marquent, la différencient, la chargent de sens moral selon les relations dans lesquelles elle circule. Loin de dépersonnaliser la vie sociale, l'argent en absorbe la texture — les liens, les obligations, les hiérarchies morales.

Ainsi, la plasticité des usages et des significations de l'argent constitue la marque distinctive de la sociologie culturelle de l'argent de Viviana Zelizer.

Pourtant, ce que l'œuvre ne fait pas tient moins à une lacune qu'à une cohérence interne : son adversaire théorique était Marx, Simmel et Weber saisis comme théoriciens de la modernisation monétaire. Cette polémique l'a conduite vers le terrain où ces auteurs avaient situé le problème : la dissolution des liens personnels par la logique de l'argent. Pour les réfuter, il fallait montrer que même dans les espaces les plus privés — le cadeau, le salaire domestique, le paiement d'assurance-vie — l'argent ne standardise pas, il différencie. L'espace domestique n'est pas une limitation du regard zelicérien : c'est le laboratoire choisi stratégiquement pour gagner ce débat. Mais ce choix a une conséquence : il laisse hors champ la politique et la démocratie.

Ce que ce parcours propose n'est donc pas simplement une application de ses catégories à un nouveau terrain géographique, mais un déplacement du terrain de démonstration lui-même : porter la même question sur la plasticité de l'argent vers un espace que le programme zelicérien avait laissé en silence.

## **Le contexte latino-américain : quand la démocratie est un problème**

En Amérique latine, la démocratie n'est pas un présupposé. C'est une conquête fragile, un pari récurrent, un horizon qui a toujours été en dispute. Les sciences sociales latino-américaines sont nées, en grande partie, de cette interrogation : dans quelles conditions la démocratie est-elle possible ? Qu'est-ce qui la soutient ? Qu'est-ce qui la met en danger ? Les coups d'État, les dictatures, les transitions, les crises de représentation, les populismes : tout cela rend impossible de tenir la démocratie pour résolue. Elle est ici un problème ouvert et urgent, non pas une solution donnée.

C'est ce que j'appellerais un *effet de site* : le lieu depuis lequel on produit du savoir détermine ce que l'on peut voir et ce qui reste invisible. Lorsque les outils zélicériens rencontrent cet horizon — un horizon où la démocratie est toujours une interrogation —, quelque chose de nouveau émerge. Non pas simplement une transposition géographique, mais l'ouverture d'un espace analytique nouveau : comment les pratiques monétaires façonnent-elles la vie démocratique ? Quel rôle joue l'argent dans les mécanismes qui soutiennent ou érodent la légitimité politique ?

Ces questions ont émergé au fil de trois recherches menées en Argentine. Le terrain est argentin ; le mouvement théorique, lui, ne l'est pas. Ce que ces recherches mettent à l'épreuve — la capacité de l'argent à constituer, soutenir ou éroder la légitimité de la politique démocratique — est une question qui vaut pour toute démocratie.

### **L'argent militant : monnaie et loyautés démocratiques**

Un long travail ethnographique à Villa Olimpia, quartier populaire du Grand Buenos Aires, m'a conduit à observer quelque chose que la catégorie dominante du clientélisme politique ne permettait pas de voir (Wilkis, 2020). Dans les réseaux locaux qui mobilisent les classes populaires pendant les campagnes électorales, de l'argent circule — entre référents et militants, entre leaders et ceux qui travaillent dans les meetings. La lecture habituelle est immédiate : c'est de l'achat de votes, une corruption de la démocratie, une dégradation de la citoyenneté. L'argent empoisonnerait ici la volonté politique.

Ce que le terrain a révélé est radicalement différent. Cet argent — que j’ai appelé *argent militant* — n’est pas un paiement ordinaire. Il est une unité de compte morale entre leaders et suiveurs : lorsqu’il circule, les acteurs mettent en jeu, mesurent et certifient leurs engagements et leurs loyautés. Ce n’est pas l’achat d’une adhésion qui devrait être libre ; c’est la matérialisation d’un lien politique déjà constitué. Un militant qui reçoit une certaine somme de *pesos* pour organiser un meeting ne vend pas son vote : il fait reconnaître, sous forme monétaire, un engagement qui existait avant la transaction.

Cette observation oblige à sortir du cadre moral dans lequel le clientélisme enferme la question. Pour l’analyser, j’ai construit un cadre conceptuel qui part de Zelizer — l’argent comme objet chargé de significations — mais y ajoute deux autres dimensions. D’une part, l’idée de *hiérarchies monétaires* : les différentes formes d’argent ne sont pas seulement qualitativement distinctes, elles sont organisées selon des relations de priorité. D’autre part, m’inspirant de Pierre Bourdieu, j’élabore la notion de *capital moral* dans une appropriation reconnue hétérodoxe : certaines formes d’argent accumulent de la reconnaissance, fonctionnent comme expression de vertu, d’appartenance à une communauté morale. L’argent militant fonctionne exactement ainsi : il donne du capital moral à celui qui le distribue et à celui qui le reçoit dans les bons contextes et avec les bonnes dispositions.

L’enjeu théorique est considérable. Si l’argent militant est une pièce essentielle — et non une corruption — de la vie démocratique populaire, alors la démocratie que nous tenons pour modèle, celle du citoyen libre qui délibère sans contrainte matérielle, est moins universelle qu’elle ne le paraît. Elle est la forme que prend la démocratie lorsqu’on la regarde depuis les classes moyennes et les espaces institutionnels. Vue depuis le bas, depuis le quartier, depuis l’assemblée de groupement, la démocratie se fait aussi avec de l’argent. Et interdire analytiquement cet argent, c’est rendre la démocratie inintelligible.

## **Le dollar comme institution informelle de la démocratie**

La deuxième recherche que j’ai menée (Luzzi et Wilkis, 2023) a déplacé l’échelle et l’objet : reconstruire l’histoire sociale et culturelle du dollar nord-américain dans la société argentine depuis les années 1930 jusqu’à aujourd’hui. Un objet qui peut

paraître spécifique, mais qui s'est révélé être une fenêtre extraordinaire sur les grands processus de la vie démocratique.

Le concept organisateur est celui de *popularisation du dollar* : le processus historique par lequel la monnaie nord-américaine est devenue familiale, accessible, compréhensible pour de larges groupes sociaux. Non seulement comme objet d'épargne ou d'investissement pour les élites, mais comme référence quotidienne, comme instrument d'interprétation du monde.

L'analyse distingue deux dynamiques liées, mais relativement autonomes. La *vie privée* du dollar est la plus intuitive : le billet gardé sous le matelas, l'appartement évalué en monnaie nord-américaine, l'épargne destinée aux enfants comme protection contre l'inflation. Mais la découverte centrale concerne la *vie publique* du dollar. Le dollar s'est d'abord installé comme nombre public — une donnée de référence partagée qui orientait les évaluations économiques et politiques — et seulement ensuite comme pratique financière courante pour la population en général.

Depuis la fin des années 1950, les médias, la publicité, le théâtre, le cinéma, l'humour graphique ont familiarisé le grand public avec le dollar nord-américain. Ils lui ont enseigné son importance, comment l'interpréter et comment s'en servir pour s'orienter dans des contextes économiques et politiques toujours fragiles et changeants. Au fil du temps, le dollar est devenu un véritable artefact de la culture politique. Apprendre à lire le marché des changes — comprendre ce que signifie la hausse ou la baisse du dollar, qui gagne et qui perd à chaque fluctuation — est devenu une forme de participation à la vie publique. Une forme de citoyenneté économique qui ne requérait ni expertise ni accès au système financier formel.

Ce processus a des conséquences directes sur la vie démocratique. Quand la démocratie revient en Argentine en 1983, le pays hérite d'une économie en crise. Et d'une spirale d'instabilité qui va continuer, presque sans interruption, jusqu'à aujourd'hui.

Une logique se répète avec différentes inflexions sur quarante ans de démocratie : les gouvernements en place misent sur le contrôle de la valeur du dollar, parce qu'un dollar bas fonctionne comme signal de compétence économique. Les oppositions misent sur l'échec de ce contrôle, parce qu'une dévaluation affaiblit le gouvernement et active le mécontentement des citoyens. Et les citoyens eux-mêmes prennent des décisions politiques en fonction de ce qui se passe sur le marché des changes. Le cas extrême est l'élection de Javier Milei en 2023 : la proposition de

dollariser l'économie — d'éliminer le peso et d'adopter le dollar comme seule monnaie — était au cœur de sa campagne. L'immense billet de cent dollars à son effigie agité dans ses meetings était le symbole d'une promesse : mettre fin définitivement à l'inflation en supprimant la monnaie nationale.

Pour qu'un tel objet fonctionne politiquement — pour qu'il soit compris, partagé, revendiqué sans explication — il faut que le dollar soit déjà profondément inscrit dans la culture politique du pays.

Milei n'a pas inventé cette culture — il en est le produit le plus extrême : sa proposition de dollarisation intégrale n'aurait pas été électoralement compréhensible sans les quatre-vingts ans de popularisation qui l'ont précédée.

La découverte peut se formuler ainsi : le marché des changes est une *institution informelle de la démocratie argentine*. Suivant l'argument de Guillermo O'Donnell (1996) selon lequel comprendre la démocratie exige de regarder au-delà des institutions formelles pour saisir les arrangements informels qui structurent le comportement politique, nous soutenons que le marché des changes argentin est précisément une telle institution : construite sur des décennies de popularisation du dollar, elle contraint les gouvernements, façonne les attentes électorales et médiatise la relation entre les citoyens et l'État. Elle n'est reconnue comme telle dans aucune constitution ni dans aucun manuel de science politique. Personne ne l'a conçue avec cette fonction. Et pourtant, elle opère, systématiquement et depuis quatre décennies, comme un espace de lutte politique, d'expression des attentes collectives, de légitimation ou de délégitimation des gouvernements. Ce que Zelizer avait montré pour les pratiques monétaires ordinaires — leur capacité à créer de l'ordre social non planifié — se vérifie ici à l'échelle de la vie politique nationale.

## **La dette domestique comme fondement moral de la démocratie**

On peut pousser l'investigation à sa formulation la plus ambitieuse. Si les deux recherches précédentes demandaient comment l'argent et le dollar opèrent *dans* la vie démocratique argentine, on doit poser une question différente : comment les finances — et en particulier la dette domestique — *façonnent-elles* la démocratie contemporaine ?

Le point de départ est une inversion analytique. La question dominante dans les études sur les finances et les ménages est : comment les finances gouvernent-elles les ménages ? Ma proposition est d'inverser la direction : comment les ménages, à travers leur expérience d'endettement, évaluent-ils moralement et politiquement leurs gouvernements ?

Le cadre analytique peut ici mobiliser les travaux de Charles Tilly (2008) qui a montré que la vie sociale s'organise autour de l'attribution constante du crédit et du blâme : quand les choses vont bien, qui mérite le crédit ? Quand les choses vont mal, qui est responsable ? Ce que Tilly apporte ici, c'est l'idée que ces attributions ne sont pas inévitables — elles sont construites, contestées et historiquement contingentes. C'est pourquoi le même choc économique peut produire des résultats politiques très différents selon les périodes et les contextes. Chaque fois qu'une famille s'assoit pour payer — ou ne peut pas payer — une mensualité hypothécaire, une dette de carte de crédit, une dette de services publics, elle ne gère pas seulement son budget. Elle forme aussi un jugement politique. Elle attribue du crédit ou de la faute au gouvernement pour les conditions qui rendent ce paiement possible ou impossible. Ce n'est pas une métaphore : c'est un mécanisme concret, observable dans les lettres envoyées aux présidents, dans les recours judiciaires de débiteurs, dans les marches de femmes endettées, dans les votes qui sanctionnent des gouvernements ayant laissé les mensualités devenir impayables.

On assiste à l'émergence d'une manière d'expérimenter les dettes des ménages qui précède la pandémie de covid-19, mais qui s'approfondit à partir d'elle, transformant une tendance en une condition permanente avec un fort impact sur la politique démocratique. C'est ainsi qu'émerge ce que j'appelle la *dette-sacrifice* : une dette qui cesse d'être aspirationnelle pour devenir le simple coût de la survie, générant un jugement moral d'un type nouveau. La pandémie n'a pas créé ce phénomène — les années d'austérité avaient déjà commencé ce processus — mais elle l'a dramatiquement accéléré.

On ne contracte pas la dette-sacrifice pour acheter quelque chose, pour investir, pour aller vers quelque chose. On la contracte simplement pour rester en place — payer le loyer quand le salaire ne suffit plus, mettre à manger sur la table, couvrir une facture qui a triplé. Quand l'activité a partiellement repris, les dettes accumulées pendant la pandémie ne se sont pas effacées : elles se sont ajoutées à ce qui existait déjà, aggravées par une inflation qui dépasse 90 % en 2022 et 200 % en 2023. Dans les enquêtes, les ménages ne décrivent plus leur situation en termes seulement

économiques. Ils parlent d'épuisement, d'humiliation, du sentiment de faire du surplace, peu importe l'effort. L'État a failli pendant la pandémie. Il a failli à contenir l'inflation. Il a failli à garantir que le travail serve à quelque chose. Dans ce paysage, la demande de rupture radicale n'était pas irrationnelle — c'était la conclusion logique d'un sacrifice sans réciprocité.

Ce jugement finit par ne plus viser tel ou tel gouvernement, mais la capacité de l'État démocratique lui-même à organiser la vie financière. Les ménages ont tout porté ; les élites, elles, étaient protégées. Quand cette réalité s'impose, quelque chose se brise dans le contrat démocratique. La dette-sacrifice génère un sentiment de supériorité morale sur la classe politique — « *On s'en est sortis par notre propre effort, pas grâce au gouvernement* » — et ce sacrifice vécu individuellement devient, en politique, une exigence : que les autres sacrifient aussi, à commencer par l'État et la classe qui le gouverne. C'est ce déplacement que l'Argentine rend visible, et que les catégories électorales habituelles ne permettent pas de saisir : comment des options politiques extrêmes deviennent moralement plausibles — pas seulement électoralement possibles.

## Deux expansions pour la sociologie de l'argent

Ce parcours offre à la sociologie de l'argent deux expansions que je voudrais rendre explicites.

La première passe par une redécouverte. Max Weber — le grand sociologue de la politique — a aussi été un sociologue de l'argent, non pas en marge de son œuvre, mais en son centre. Dans *Économie et Société*, Weber a montré que chaque type de domination présuppose un système spécifique de paiements : qui reçoit de l'argent, sous quelle forme, avec quelle régularité. Il a montré que démocratisation et monétisation de la vie politique sont des processus intimement liés, et que l'éthique de l'action politique se définit, en partie, par la relation à l'argent. Pourtant, ce Weber-là a été presque complètement oublié. La sociologie politique l'a lu comme théoricien de la domination et de l'État. La sociologie de l'argent s'est construite en grande partie sans lui. Le résultat a été une double perte : une sociologie politique sans théorie de l'argent, et une sociologie de l'argent sans théorie de la politique.

*De l'argent comme objet social à l'argent comme objet politique*

Le tournant zélicérien a consisté à démontrer que l'argent est un objet social : il est marqué par des relations, des identités, des significations morales. C'était la rupture avec l'économicisme. Mais dans la sociologie de l'argent qui a résulté de ce tournant, le politique est resté résiduel. L'argent était étudié dans la famille, dans les réseaux de soin, dans les circuits de réciprocité — mais pas dans la vie politique démocratique. Cette réflexion propose une seconde rupture : passer de l'argent comme objet social à l'argent comme objet politique. Non pas dans le sens réducteur de la science politique — l'argent comme ressource ou corruption — mais dans le sens constitutif que Weber avait entrevu : l'argent fait partie des matériaux avec lesquels se construit la vie démocratique.

*Du foyer comme espace privé au foyer comme acteur de la vie publique*

La sociologie de l'argent de tradition zélicérienne a privilégié les espaces de la vie privée et semi-publique : le foyer, la famille, le réseau de voisins. Le foyer apparaissait comme le lieu où l'argent arrive, circule, se différencie et se charge de significations. C'était la *destination* de l'argent, non pas son point de départ vers la vie publique. Ce parcours a découvert autre chose : que le foyer est aussi un *point de départ*, un lieu depuis lequel les acteurs se connectent à la vie publique et politique à travers l'argent. L'argent militant ne fait pas irruption dans le foyer comme quelque chose d'extérieur : il fait partie de l'économie domestique et, en même temps, connecte cette économie à la vie politique du groupement, du leader, de la campagne électorale. La décision des ménages d'acheter ou non des dollars est guidée par une lecture politique de la solidité du gouvernement. Et les marches de femmes endettées montrent que le foyer n'est pas l'extrémité privée d'un monde séparé de la politique : c'est l'un des lieux où la politique démocratique se produit. Zelizer a montré que l'argent connecte des mondes que la théorie sociale tendait à séparer : l'économie et l'intimité, le marché et l'affection. Ce parcours montre que l'argent connecte une autre paire de mondes qu'on tendait aussi à séparer : le foyer et la vie publique, l'économie domestique et la démocratie.

## **Conclusion : ce que l'argent fait à la démocratie**

D'un ouvrage à l'autre, la mise à l'épreuve des thèses de Zelizer s'accompagne d'un déplacement constant vers davantage de généralité : pièce de la politique

démocratique populaire, institution informelle de la démocratie, fondement de la démocratie elle-même — l'enjeu théorique ne cesse de s'élever.

Ces trois phénomènes — l'argent militant, le marché des changes comme institution informelle de la démocratie, la dette domestique comme fondement moral de l'évaluation politique — ne sont pas propres à l'Argentine. Ils existent vraisemblablement dans toute démocratie. Ce que l'Argentine offre, c'est un point d'observation : un site depuis lequel ces mécanismes deviennent visibles parce que la démocratie y est une question ouverte, et non un horizon de fond tenu pour acquis.

En quoi cette perspective se distingue-t-elle de la science politique conventionnelle ? Sur un point essentiel. La science politique tend à voir l'argent comme une ressource ou comme une menace : une ressource qui finance les partis et les campagnes, une menace qui corrompt les institutions. Elle demande : *comment contrôle-t-on l'argent dans la démocratie ?* La sociologie politique de l'argent pose une question radicalement différente : *comment l'argent rend-il la démocratie possible — ou impossible ?* Ces deux questions ne sont pas complémentaires. Elles produisent des objets de recherche différents, des méthodes différentes, des découvertes différentes. Et surtout, elles ont des implications politiques différentes. La question du contrôle place l'argent à l'extérieur de la démocratie, comme une force potentiellement corruptrice qu'il faudrait discipliner. La question de la constitution place l'argent à l'intérieur de la démocratie, comme un matériau avec lequel elle se fabrique — et donc comme quelque chose que toute politique démocratique doit prendre en charge, pas seulement réguler.

Disons-le simplement : la démocratie se fait, en partie, avec de l'argent. Non seulement avec des discours, des institutions, des votes — aussi avec de l'argent qui circule, qui s'échange, qui fait défaut. Ignorer cette dimension, la traiter comme un bruit de fond ou comme une corruption à corriger, c'est se condamner à ne pas comprendre pourquoi les démocraties tiennent — et pourquoi, parfois, elles cèdent.

En un temps où la démocratie est redevenue une question ouverte — même dans les sociétés qui croyaient en avoir fait le deuil — le programme que ces travaux dessinent déborde nécessairement le contexte qui lui a donné naissance.

## References

- Angèle Christin, Agnès Gramain, et Florence Weber (2016), « [L'argent et la valeur. La sociologie économique après Viviana Zelizer](#) », *La Vie des idées*, 19 janvier 2016. ISSN : 2105-3030.

- Guillermo O'Donnell (1996), « Another Institutionalization: Latin America and Elsewhere », *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 4, 1996, p. 34-51.
- Charles Tilly (2008), *Credit and Blame*, Princeton University Press.
- Ariel Wilkis, *How Finance Shapes Democracy: Household debt as political and moral test in Argentina*, Albuquerque, University of New Mexico Press (à paraître).
- Ariel Wilkis et Mariana Luzzi (2023), *Dollar: How the U.S. Dollar Became a Popular Currency in Argentina (1930-2019)*, Albuquerque, University of New Mexico Press.
- Ariel Wilkis (2020), *Le pouvoir moral de l'argent. Classes populaires et économie du quotidien*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 26 mai 2026.